

L'année politique 2014 : ruptures et colères

Retour sur une année électorale marquée par l'envoi du PS dans l'opposition et l'arrivée de la N-VA au pouvoir fédéral. Une année de bouleversements. Une année à vif.

Le quartier s'est rhabillé. Il y a deux mois de cela, des machines sont venues gratter le vieux bitume blanchi de la chaussée pour couler une nouvelle glu, fumante et bien noire.

Pendant ce temps, des ouvriers ont épluché les vieux trottoirs avant de poser de nouvelles dalles très chics.

Comme la rue est longue, le chantier a duré quatre longues semaines et les commerçants, nombreux dans le coin, ont soupiré d'aise quand ouvriers et machines ont plié bagage.

Et dès le lendemain, qui a débarqué ?

Belgacom, qui s'est mise à tailler dans la belle chaussée, à peine sèche, pour se livrer à d'obscurs travaux de maintenance.

Non ?

Si.

« *C'est la Belgique, ça !...* », a râlé un restaurateur à bout de patience (« *Ecco !, questo è il Belgio !* », qu'il a dit).

Tout juste : la Belgique, c'est ça. C'est le pays des chantiers perma-

nents.

Et tout est à l'avenant.

Le pays lui-même est un chantier sans fin, livré à des contremaîtres confus et erratiques. On cause, on cause et, quand ça avance, si ça avance, c'est à sauts de puce.

Il en va ainsi de notre fédéralisme – ouvert en 1970, le chantier est toujours en cours quarante-cinq ans plus tard (!)... et les architectes sont (totalement) divisés sur la suite à donner aux événements.

Il en va ainsi, aussi, de nos débats socio-économiques, répétitifs et ra-

rement tranchés (index, voitures de société, nucléaire...).

C'est la rançon de notre système de coalitions. On parle beaucoup, on décide peu et, si on décide, on coupe les poires en deux. Et telle est notre devise nationale : mécontenter tout le monde, sans fâcher personne.

« *Ecco ! questo è il Belgio !* » ■

PIERRE BUILLEON

JANVIER

Façon de parler

On éteint les guirlandes. On est au début janvier. Et Kris Peeters (CD&V), le ministre-président de Flandre, ouvre le bal des interviews de l'an neuf en prônant dans *Le Soir* le... « confédéralisme positif ». La terrible année 2014, qui prévoit un scrutin du feu de Dieu, commence donc par un gros... bâillement.

Quelques jours plus tard, dans la même veine, et toujours dans *Le Soir*, Guy Verhofstadt (VLD) explique que le « confédéralisme » mène au « séparatisme » et que c'est par erreur, désolé-désolé, que son parti a autrefois utilisé le mot « confédéralisme », alors qu'il voulait parler de « fédéralisme ».

Et pendant que CD&V et VLD écosent les mots en « isme », Bart De Wever marque des points. Le dimanche 5 janvier, à la télé flamande, le patron de la N-VA déclare, en gros, que pour créer de l'emploi et relever le pouvoir d'achat, il faut foutre le PS dehors (même que ce sera une réforme de l'Etat en soi).

Voilà un concept méchamment plus clair que le « confédéralisme positif » de l'autre grand somnifère. Et vous tenez là l'une des 110.000 explications au succès de la N-VA. A ses électeurs, Bart De Wever parle fric et il parle cash.

Poc !

En ce mois de janvier, la campagne n'est pas encore lancée mais les candidats commencent tout doucement à se placer. C'est à la fois un jeu de dupes (les intéressés mentent souvent sur leurs véritables ambitions) et un jeu aléatoire (il arrive encore au suffrage universel de parfois contrecarrer les plans de messieurs/mesdames).

Au total, cela donne quoi ?

Kris Peeters, pour reparler de lui, dit qu'il veut rester ministre-président de la Flandre. En fait, on parle de lui comme Premier ministre. Finalement, il sera ministre de l'Emploi.

Le jeudi 9 janvier, Joëlle Milquet annonce qu'elle se présentera à la Région bruxelloise et qu'elle se verrait bien ministre-présidente de la capitale. En fait, on parle plutôt d'elle comme ministre fédérale. Finalement, elle sera ministre de l'Education à la Communauté française.

Didier Reynders se pose en futur patron bruxellois. En fait, il rêve de devenir commissaire européen (ou Premier ministre, au pire). Finalement, il ira aux Affaires étrangères.

Voyez encore Paul Magnette, ministre régional en juillet 2007, ministre fédéral en décembre 2007, bourgmestre de Charleroi fin 2012, président du PS début 2013, ministre-président wallon mi-2014.

Tout cela appelle l'image d'un billard américain. On serre les billes dans le triangle de bois. C'est l'électeur qui donne le coup d'envoi. Mais les billes vont où elles décident d'aller. Et ça sent (un peu) le foutage de gueule.

FÉVRIER

Acouphène

L'acouphène est un sifflement interne, qui sévit dans le crâne ou l'oreille. On savait que ça pouvait rendre à moitié dingue. On ignorait que ça empêchait d'apprendre la deuxième langue officielle du pays. L'acouphène est en tout cas le motif invoqué par Elio Di Rupo pour expliquer sa maîtrise boiteuse du néerlandais. Acouphène ou non, pendant son mandat (entamé fin 2011), le Premier ministre a convenablement ignoré les médias audiovisuels flamands. De la sorte, il a laissé la N-VA décrire le PS comme une milice marxiste, sans jamais être réellement contredite ; dans la foulée, le parti nationaliste s'est présenté comme la seule formation flamande qui oserait tenir les socialistes dans l'opposition. Elio Di Rupo aurait dû coloniser les médias flamands, se vendre, et contrecarrer la N-VA. En fait, il n'a pas fait « totalement le job » et De Wever a pu chanter sa ritournelle anti-PS, si rentable électoralement. C'est l'effet papillon, ça. La violente bourrasque électorale du 25 mai 2014 (N-VA : 32 % !) a possiblement commencé par un petit bourdonnement dans l'oreille d'un type.

Le plan

Février s'ouvre par un méga congrès de la N-VA. Pendant trois jours, elle rassemble à Anvers 5.000 militants criant déjà victoire (c'est agaçant). On espérait que ce congrès soit l'occasion de voir plus clair dans les intentions du parti nationaliste (on bousille le pays ? quand ? vite ?...). Mais De Wever laisse flotter l'ambiguïté et c'est logique. La N-VA vise trois électors : la niche nationaliste traditionnelle, l'électorat de droite et le fond de cuve du Vlaams Belang. Et

il s'agit de laisser chacun de ces électors dans ses illusions particulières. En attendant, côté francophone, on s'interroge. Et c'est Bart Maddens qui éclaire notre lanterne. Politologue de la KUL, fin connaisseur de la N-VA, il explique au *Soir* du 27 janvier : « Si on réussit à former un gouvernement de droite, c'est la meilleure façon de préparer le coup suivant : le confédéralisme. Parce qu'alors, les francophones se poseront eux-mêmes en demandeurs d'une nouvelle grande réforme de l'Etat. » Traduisez : on monte un gouvernement de droite-droite histoire d'énerver la Wallonie de gauche, qui finira par demander elle-même le divorce. Tel serait le plan. Lequel confirme que la N-VA ne réclame pas l'indépendance pour pouvoir appliquer une politique de droite mais qu'elle se positionne à droite pour obtenir l'indépendance. Vu sous cet angle, l'austérité de l'heure ne serait pas le but, mais le moyen. Nuance.

Tilt

La campagne monte lentement dans les tours. Le 19 février, Benoît Lutgen, le président du CDH, présente à la presse un projet un peu foldingue. En 2030, qu'il dit, la Wallonie comptera 330.000 habitants de plus. Il propose donc de créer une ville nouvelle, du côté de La Louvière, au lieu d'entasser les nouveaux Wallons dans le bâti existant. Dans l'heure, le centriste se fait sulfater par tout ce que le pays compte de gens raisonnables. Mais ce sera, au cours de cette campagne atrocement répétitive, la seule petite idée qui aura soulevé nos paupières endormies.

Un grain de sable

De l'avis général, du reste, le CDH a plutôt mené une bonne campagne. Alors que PS et MR se rudoient vilainement et qu'Ecolo traîne son boulet photovoltaïque, le centre joue la médiane - on ne promet pas la lune, on reste globalement poli et Lutgen, en débat, a de temps en temps le mordant qu'il faut. Bref : sur papier, le parti pourrait se redresser et Joëlle Milquet, à Bruxelles, croit même pouvoir faire un tabac. Un grain de sable va encrasser le joli rêve : le 6 février, sur instruction du secrétaire d'Etat à la Mobilité, Melchior Wathelet (CDH), les avions décollant de Zaventem changent de cap et ils se mettent à survoler une série de communes plus densément peuplées et, jusque-là, tranquilles. Il faudra des jours avant que les Bruxellois (qui dorment encore les fenêtres fermées) réalisent l'horreur. La mobilisation s'enflamme fin février. Et Wathelet commet la bourde du siècle : il n'admet pas son erreur (il est fier) et minimise les nuisances (il dort à Verviers). Quelques mois plus tard (en mai), Bruxelles Environnement calculera l'impact de ce qu'on appelle très vite le Plan Wathelet : 1.100 personnes qui étaient survolées ne le sont plus grâce au plan Wathelet. Et... 244.535 personnes qui n'étaient pas survolées se sont désormais. En mars, Benoît Lutgen dévoile sans rire son slogan de campagne : « *Vivre mieux, c'est possible.* » A Bruxelles, on en rigole encore.

MARS

Un peu d'air

On rêve d'un parti qui nous ferait rêver. Qui nous livrerait un vrai programme du futur, qui créerait l'envie, l'enthousiasme, la mobilisation. Mais le pays est le pays. Et les campagnes brassent en boucle les mêmes ritournelles - faut-il revoir l'index ? diminuer les charges pesant sur le travail ? fermer les centrales ?...

Bâillements.

La campagne 2014 n'échappe pas à ces débats sempiternels et le sujet de conversation, en ce début d'année, se focalise sur ces réformes fiscales qui figurent au programme de tous les partis. Oiseux. Et parfois surréaliste (le MR chiffre le coût de sa réforme à 5,8 milliards alors que la KUL parle de 15 milliards.) L'affaire tourne au mic-mac et plus personne ne suit. Paul Magnette (PS) donne un peu d'air dans *Le Soir* des 8 et 9 mars pour parler enseignement - ça change. L'idée du jour : que la Communauté française paie le repas de midi, de chaque enfant de maternelle et primaire. Coût : 231 millions. Total : tout le monde rigole. Où l'on découvre que les propositions impayables ne sont pas payantes.

Prophétique

Si les mâles dominants (PS et MR) s'étripent sur le terrain fiscal, ils se querellent aussi (et beaucoup) sur le

plan politique-politique. Ce n'est pas neuf. Cela dure depuis août 2010, quand on prit quelques pontes du MR et de la N-VA à déjeuner à une table étoilée de la capitale. Depuis, le MR est accusé de copiner avec la droite nationaliste. Didier Reynders est visé en particulier - n'a-t-il pas déclaré au *Belang van Limburg* qu'il

voyait très bien Bart De Wever comme Premier ministre ?

En cette campagne 2014, le tango MR/N-VA reviendra sur la table de façon obsessionnelle (pour les adversaires du MR, c'est du pain bénit) et le Mouvement réformateur passera son temps à protester de sa bonne foi.

Avec le recul, le propos le plus prophétique était celui que Didier Reynders tenait au Grand oral *Soir/RTBF* du 25 janvier : « *Personnellement, le nationalisme, c'est tout ce que je ne peux pas accepter. Bien sûr, si un parti nous dit un jour "nous ne sommes plus des nationalistes, nous ne demandons rien de notre programme", on n'exclut personne.* » Dans *Le Soir* du 29 avril, le même rétro-pédale : « *Nous, si on est dans une majorité fédérale, on veut la faire sans la N-VA. Très clairement : nous, c'est sans la N-VA.* » A première vue, le respect de la parole n'est pas ce qui caractérise le mieux la campagne 2014.

AVRIL

Stratosphère

Pour le CDH, la campagne vire à l'aigre. A cause du plan Wathelet, le parti est en train de loucher le cochon. Peu avant le scrutin, les centristes feront les comptes : 70 % de leur temps d'antenne (radio-télé) aura été consacré à s'expliquer sur le survol de la capitale. Le 17 avril, dans *Le Soir*, Joëlle Milquet soutient que le plan avait l'aval du gouvernement précédent et elle suggère donc d'appeler le plan Wathelet... le plan Leterme. Comme on dit : c'est bien essayé.

PHOTO NEWS

Pour le reste, elle propose de « diminuer les vols de la route Sopok pour les déporter sur la route Zulu, de diminuer la route du canal au détriment de la route Yan-kee ».

Le débat politique prend enfin de l'altitude.

MAI

Adieu

Le 15 mai, Jean-Luc Dehaene s'éteint. Premier ministre de 1991 à 1999, il était connu pour pouvoir marier l'eau et le feu. Et il était conscient de son talent : « *Pour tout problème, il y a deux solutions : la mauvaise et la mienne.* » Son décès porte les belligérants à marquer une trêve. Elle ne dure pas. Le 19 mai, Francis Delpérée (CDH) réveille tout le monde en qualifiant la N-VA de « *raciste* ». S'amorce un phénomène très 2014 consistant, pour les médias, à demander aux politiques s'ils sont d'accord avec le dernier qui a parlé. Et Lutgen et Michel sont d'accord (« *Quand j'entends des propos comme ceux de De Wever sur la Wallonie et les junkies, c'est le flirt avec le racisme.* ») Bref : la N-VA en prend plein la fiole et son chef se sent obligé de s'adresser aux francophones dans une vidéo diffusée le 21. « *Nous avons les meilleures intentions à votre égard. Les recettes du PS n'ont pas amélioré votre quotidien. Partout où le PS est le plus fort, le niveau de pauvreté et le taux de chômage sont les plus élevés.* » Di Rupo oublie son acouphène : « *Een kat in het nauw maakt rare sprongen* (« *Dans l'embarras, le chat fait des sauts étonnants* »). » Des N-VA songent à attaquer Delpérée en justice, ce qui émoustille ce fin juriste, qui n'a jamais visité le mauvais côté des prétoires. Mais il avertit que pour être puni, il faut « *une faute, un dommage et un lien entre les deux* ». Pour la N-VA, qui s'apprête à capter 32 % des voix, le dommage sera difficile à prouver.

Les girouettes

On est le 25 mai. Les urnes ont parlé. Et, comme de coutume, les serments préélectoraux volent vite en éclat. Jusque-là, il avait été plus ou moins admis que la coalition sortante (tripartite traditionnelle) se reconduirait pour tenir la N-VA dans l'opposition. Mais le CD&V vire casaque dès le 26 mai : il estime désormais qu'il faut « mouiller » la N-VA, à la Région flamande ET au fédéral. Ce changement de ligne en provoquera d'autres. Comme dans une réaction en chaîne, il portera d'autres partenaires (et singulièrement le MR) à changer de chemise à leur tour.

Mais ça, c'est pour plus tard. En ce 25 mai au soir, tout le monde prend une tête de vainqueur. Sauf au CDH. Aux élections, tout parti trouve toujours le moyen de se déclarer vainqueur pour une raison x ou y. Chez les centristes, cette fois, on a du mal à mentir et Milquet jette aux militants : « *Sans l'erreur de Wathelet...* » Plus tard, on lui demandera d'expliquer cette vacherie. Elle démentira toute chamailerie : « *Ce que j'ai dit le soir des élections, à une heure du matin, face à des militants, c'est un constat pédagogique d'analyse électorale.* » Tu nous répètes ça lentement, madame ?

Epouvantail

Le « *gouvernement des droites* » n'est pas tombé du ciel, en juin 2014. Dès janvier, Paul Magnette évoquait l'affreux péril du retour de l'Orange bleue « *Pire : le retour des années Martens-Gol !* », disait-il. Pendant la campagne, le PS a agité ce cocotier-là une fois par semaine. Mais ce n'était alors qu'un (gros) stratagème du PS pour affaiblir le MR et profiler les socialistes comme les seuls vrais remparts contre les politiques antisociales. Bref : le PS agitait la menace droitrière pour éviter que le vote de gauche se disperse au profit du PTB. Là, en cette fin juin, on rigole moins : ce qui était un slogan de campagne prend tout doucement consistance. Parce que, la coalition de droite, la N-VA est pour. Parce que le CDV est pour. Et parce que le MR, éjecté des Régions, écume de colère.

JUIN

Patatras !

Tout a été très vite. Le 27 mai, le Roi a nommé Bart De Wever « informateur fédéral ». Le 30 mai, Elio Di Rupo, Paul Magnette et Laurette Onkelinx s'autoproclament « informateurs » et consultent pour former les majorités pour la Région wallonne et Bruxelles - s'il a reculé aux élections, le PS reste le premier parti du côté francophone. Il a donc la main. Le jeu est encore ouvert. Et à tous les niveaux. En dépit de la mission confiée à Bart De Wever, on parie encore sur une traditionnelle au fédéral, et peut-être même aussi aux Régions.

Le 5 juin, patatras !

PS et CDH annoncent qu'ils vont se mettre à négocier des coalitions rouge-orange à Namur et Bruxelles (avec le FDF ici, en prime). Le MR hurle à la mort. Le 25 mai, il a progressé partout (+ 6 sièges au parlement wallon, + 5 à Bruxelles, + 2 à la Chambre). Il se voyait au pouvoir partout et le 25 mai n'était pas encore devenu le 26 mai que certains barons se cherchaient déjà des chefs de cabinets. Le PS s'explique : le MR était en train de préparer en catimini des coalitions de

droite excluant le PS de partout ; il fallait donc agir avant de se faire jeter. En attendant, Charles Michel parle d'une « gifle à l'électeur » (il a l'habitude, Charles).

Le mardi 24 juin, l'informateur Bart De Wever dépose une note de négociation que CD&V et MR acceptent et que le CDH refuse.

C'est le second patatras du mois.

« *Le loup n'est pas devenu un agneau* », explique Benoît Lutgen qui va passer quelques jours difficiles en se prenant plein de quolibets très valorisants : « *valet* » (du PS), « *carpette* » (du PS), « *chienchien* » (du PS) ou « *filiale* » (du PS, toujours).

Le mercredi 25 juin, mis en échec par le « non » de Lutgen, De Wever est déchargé de sa mission d'informateur. En 2010, alors « clarificateur royal », le chef de la N-VA avait déclaré « *Fabula acta est* » (l'histoire est finie). Là, en 2014, pas question de se débiter : « *La N-VA est le premier parti du Pays. L'histoire n'est pas finie.* » Bref, il reste dans le jeu. Et fistulæ ! (et flûte !)

JUILLET

Embarquement immédiat

Le 28 juin, le Roi charge Charles Michel d'une mission d'information. Pendant ce temps, et discrètement, le CD&V tente de persuader le CDH de revenir à la table fédérale. Nuts !, dit Lutgen. Au même moment, Michel tente de rouvrir la porte des coalitions régionales. PS et CDH l'envoient promener. Le jeu est donc désormais figé : ce sera donc PS-CDH aux Régions (avec le FDF à Bruxelles, donc) et « quelque chose d'autre » au fédéral. Mais quoi ? Le 24 juin, quatre jours avant d'être nommé informateur, Michel jetait au *Soir* : « *Je n'ai pas changé d'avis : le nationalisme et le libéralisme sont deux doctrines en opposition.* » On lui dit : « *Est-ce à dire que vous n'irez pas avec la N-VA au fédéral ?* » Il répond : « *Pas de conclusions hâtives... Nous sommes dans un pays de coalitions...* »

Et voilà : un pays de coalitions.

Et la girouette pivote.

Mais comment faire autrement, n'est-ce pas ? La traditionnelle est morte - le divorce entre le MR et les autres partis francophones est total. Et le CD&V refuse de larguer la N-VA. Il ne reste donc plus que cette formule N-VA/CD&V/VLD/MR que la presse flamande appelle la kamikaze (because : le MR serait minorisé au gouvernement, ce qui serait suicidaire pour lui). « *La kamikaze n'est pas notre coalition préférée, loin de là* », balance franco Olivier Chastel (MR) au *Soir* du 24 juillet. Mais c'était ça ou se faire jeter de partout (en réalité, le MR suspecte Di Rupo et Lutgen d'avoir projeté une coalition fédérale PS/CDH/CD&V/N-VA).

Vous suivez ? C'est bien.

Et puis, la kamikaze comblera les appétits ministériels frustrés par l'alliance PS-CDH aux Régions.

En attendant, même si la kamikaze n'est pas encore dans le sac, de plus en plus de socialistes commencent à se faire à l'idée de l'opposition et à trouver la situation possiblement avantageuse. L'avantage étant : retrouver une liberté de ton susceptible de coiffer la concurrence à gauche (PTB, Ecolo). « *La kamikaze, ce sera mauvais pour la population, mais bon pour le PS* », dit-on au boulevard de l'Empereur. En fait, la N-VA n'a jamais pensé autre chose mais énonce le propos autrement : pour elle, ce qui est mauvais pour le PS (l'opposition) est bon pour le citoyen. Tout le monde est donc content.

On déchanté

Alors que Charles Michel s'informe, PS, CDH et FDF bouclent leurs accords de majorité pour la Région bruxelloise, la Région wallonne et la Communauté française. Les textes sont présentés à la presse à la mi-juillet.

On sent tout de suite l'oignon : alors que Michel prépare de toute évidence un gouvernement d'austérité, PS, CDH et FDF se sont mis en devoir d'y aller mollo, pour crédibiliser l'opposition qu'ils mèneront plus tard contre la vilaine kamikaze. N'empêche : les budgets sont serrés.

On note que la promesse du PS d'offrir le repas de midi à tous les enfants de primaire a perdu de son lustre pendant la négociation - elle est devenue un engagement « *à initier des expériences pilotes proposant des repas de qualité nutritionnelle à base de produits locaux, à prix modeste, en commençant par les écoles maternelles* » (a moins de gueule, hein ?...).

Question casting, Lutgen fait le cadeau à la population d'enfin pouvoir se représenter de façon matérielle l'expression « faire entrer un éléphant dans un magasin de porcelaine » (il nomme Milquet à l'Education). Et puis, surtout, les serments s'effritent. Alors qu'il s'était promis à sa ville de Namur, Maxime Prévot (CDH) devient ministre wallon. Alors qu'il s'était promis à sa ville de Charleroi, Paul Magnette (qui avait déjà accepté d'assumer l'intérim à la présidence du PS) devient ministre-président régional. En ce beau mois de juillet, PS et CDH se vantent d'avoir formé des exécutifs qui ont du souffle. Disons plutôt qu'ils ne manquent pas d'air.

AOÛT

On avance

Les informateurs, c'est terminé. Le 22 juillet, le Roi nomme Charles Michel et Kris Peeters « formateurs ». Et on prend bel et bien la direction de la kamikaze. On le sait de façon formelle depuis que les partis concernés essaient de faire disparaître ce terme militaire-suicidaire des médias. Ils tentent d'abord d'imposer l'appellation « coalition courage » (c'est ridicule et tout le monde rigole). Ce sera donc la suédoise (la croix pour le CD&V, le bleu pour les libéraux, le jaune pour la N-VA).

Début août, les politiques lèvent le pied. Et les négociations en bonne et due forme s'engagent le 18 août. Les pourparlers sont discrets mais ce qui fuit n'est pas drôle (saut d'index, retarder l'accès à la pension, etc.) Au MR, on est conscient que la suédoise sera difficile à faire avaler à l'opinion francophone. Olivier Maingain (FDF) pilonne : « Soyons clairs, faire une majorité avec la N-VA, c'est comme faire une majorité avec le FN en France. » Le MR a beau seriner que la N-VA a mis ses fantasmes institutionnels en veilleuse, Olivier Deleuze (Ecolo) envoie dans son interview de rentrée que « le MR a introduit le loup dans la Belgique ». Sur le plan social, et dès le 28 août, Marc Becker, le n°1 de la CSC wallonne, avertit : « Des émeutes pourraient éclater. » Un réformateur confie : « Il faudra faire de la pédagogie. » Oui. Beaucoup.

SEPTEMBRE

On roque

Jusqu'ici, tout le monde voyait Kris Peeters (CD&V) monter sur le trône. Mais le 1^{er} septembre, Jean-Claude Juncker, le futur président de la Commission, met en demeure la Belgique de lui livrer le nom de son commissaire européen. Et tout s'embrouille.

Le MR a sommé le CD&V de choisir : les centristes flamands auront le commissaire ou le Premier ministre, mais pas les deux - et le MR aura le poste dont le CD&V n'aura pas voulu. Après de longues palabres, le CD&V choisit l'Europe (et

c'est Marianne Thyssen qui emporte le poste de commissaire, au détriment de Didier Reynders qui en rêvait debout). Et le 4 septembre, c'est dit : Charles Michel sera Premier ministre.

On s'interroge. Pourquoi diable le CD&V a-t-il préféré le commissariat européen, poste sans grande visibilité et, donc, sans rentabilité ? « On a fait une analyse coûts/bénéfices », explique poétiquement un centriste flamand au Soir.

Au fond, c'est simple : le CD&V s'est juste dit que la suédoise sera bel et bien une kamikaze.

OCTOBRE

On chauffe

La suédoise travaille encore à son accord de majorité. Ce que l'on en sait déjà chauffe le monde syndical. Thierry Bodson, le leader de la FGTB wallonne, envoie avec poésie : « Ce qui s'annonce, c'est dégueulasse. »

Au congrès PS du 5 octobre, Elio Di Rupo (encore Premier ministre, mais déjà en treillis militaire) promet de « combattre la droite, centimètre carré par centimètre carré ».

Le 8 octobre, CD&V, VLD, N-VA et MR tombent d'accord sur leur programme. Et le beau gouvernement que voilà se prend les pieds dans le tapis dès le premier jour. Il annule la conférence de presse de présentation

de l'accord, offrant ainsi son texte (parfois flou) à toutes les interprétations possibles. Lourde erreur.

Ce qui est clair, c'est que la suédoise programme 11 milliards d'économies (70 % en dépenses et 30 % en recettes). On évoque, pour les chômeurs, un service à la collectivité. Il y aura un saut d'index et on reculera le départ à la pension. « C'est injuste », déclare

Marc Goblet (FGTB). « C'est ambitieux », dit Pieter Timmermans (Fédération des entreprises de Belgique). Bart De Wever parle d'un... « accord de rêve ».

L'opposition, elle, se déchaîne, d'autant que le gouvernement cafouille, se contredit, mélange ses chiffres. Comme si cela ne suffisait pas, le ministre de l'Intérieur Jan Jambon (N-VA) lâche des énormités sur la collaboration. Et l'on prend un autre ministre N-VA, Theo Francken, à fêter l'anniversaire d'un ancien collaborateur. Bref : le 14 octobre, c'est la bronca à la Chambre où Charles Michel peine à présenter son programme.

Quelques jours plus tard, c'est reparti pour un tour - on a exhumé un message de Francken doutant de l'intérêt de l'immigration marocaine/congolaise ou moquant la bière Zwarte Piet.

Dans le jeu parlementaire, il arrive parfois que l'opposition aide la majorité.

Ici, c'est la majorité qui aide l'opposition.

NOVEMBRE

Il y a le feu

Qu'il faille assainir l'Etat, c'est un fait (allez, juste un chiffre : la dette nous coûte 12 milliards/an). Mais les syndicats contestent la manière : l'effort pèsera sur le travailleur, pas sur le gros riche. Cela ne traîne pas : dès le 15 octobre, le front commun dépose un plan d'action. Cela grenouille partout. Inquiets pour leurs pensions, les profs ont observé un arrêt de travail. Le rail lance des grèves spontanées. Le 6 novembre, 120.000 personnes défilent à Bruxelles. Elles feront moins de bruit, hélas, que les violents affrontements opposant la police à une

centaine de casseurs. Le ministre Kris Peeters (CD&V) est sommé de rétablir la paix sociale. Bart De Wever, le 6 novembre au soir, lui définit sa marge de manœuvre : « *Il n'y a aucune alternative à notre politique.* » Il y a donc le feu. Kris Peeters est le pompier. Et la N-VA coupe l'eau.

I have a drone

Ebranlé par le succès de la manif du 6 novembre, et travaillé au corps par son aile gauche, le CD&V réclame tout à trac une fiscalité sur la fortune. « *Au nom de l'équité* », déclare Kris Peeters, le 11 novembre. Il se fait aussitôt rabrouer par la N-VA et le VLD.

Démarre un débat agaçant qui va frénétiquement mettre à l'honneur les expressions « ouvrir la porte à » (oui pour taxer la fortune), « fermer la porte à » (ce n'est pas prévu dans l'accord de majorité), « entrouvrir la porte » (oui mais plus tard...).

Il faudra des semaines pour que, peu à peu, les majoritaires s'accordent sur un tax shift qui déplacerait la fiscalité du travail sur « *autre chose* », comme dira Olivier Chastel (MR). Sur quoi ? On verra. Comme on verra plus tard le « quand », le « comment » et le « combien ». En attendant, ce gouvernement nouveau évoque de façon étonnante la situation de notre parc nucléaire : fissuré, durée de vie incertaine, prêt à sauter n'importe quand.

DÉCEMBRE

Bonne chance

Il est mécaniquement impossible pour un gouvernement d'économiser 11 milliards ET d'être populaire. Il fallait donc faire un choix et Charles Michel a choisi : il a décidé d'économiser 11 milliards. On le critique ? On manifeste sous ses fenêtres ? Il s'en moque. Il a le temps. On ne vote pas avant 2019. Le monde politique dispose ainsi d'une marge de manœuvre exceptionnelle : cinq ans devant soi, c'est rare. Voilà un luxe qui permettra au gouvernement de cogner dur et de se faire oublier ensuite. La majorité mise aussi sur l'essoufflement de la contestation sociale. Elle peut. Trois grèves tournantes et une grève

générale ont suffi à épuiser la patience de beaucoup.

L'homme a changé. En 1960, les grévistes faisaient dérailler des trains. Et cela faisait moins de vacarme que trois vêtements chutant aujourd'hui sur la moquette. L'homme est devenu douillet. L'enjeu, pour le gouvernement Michel, est de tenir de façon à moissonner en fin

de mandat ce qu'il aura semé au début.

Tenir ?

Faut voir.

On sait juste ceci :

Quand le Roi a chargé Michel de former une majorité, les autres partis francophones se sont dit que l'intéressé n'oserait pas négocier la kamikaze/suédoise.

Quand Michel s'est mis à négocier la kamikaze/suédoise, l'opposition s'est dit que la négociation échouerait.

Et quand la négociation a réussi, l'opposition s'est dit que le gouvernement ne tiendrait pas trois jours.

Et il tient, quand même, le bougre.

Aucun partenaire de la coalition n'a intérêt à chuter avant terme.

Sauf la N-VA, tenaillée, quoi qu'on dise, par l'envie féroce de démontrer que ce pays n'est pas gouvernable.

Pour en revenir au parallèle entre le gouvernement et notre parc nucléaire : fissuré, durée de vie incertaine, présence possible d'un saboteur dans le bâtiment. Bonne année, M'sieur Charles !